

# Au Sahel, les putschs s'insèrent avant tout dans les dynamiques politiques locales

► [liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/au-sahel-les-putschs-sinserent-avant-tout-dans-les-dynamiques-politiques-locales-20230822](https://liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/au-sahel-les-putschs-sinserent-avant-tout-dans-les-dynamiques-politiques-locales-20230822) KEWZ3FITYBFPNEYZSQ7FZLFM4U

## TRIBUNE

La crise actuelle dans la région, dont le coup d'Etat au Niger est l'une des récentes manifestations, ne peut être réduite au conflit géopolitique entre grandes puissances, affirme un collectif d'intellectuels et de chercheurs. Elle est plutôt la conséquence d'un affaiblissement criant des institutions démocratiques.

par Un collectif de chercheurs, d'enseignants et de journalistes  
publié aujourd'hui à 16h53

Depuis le 26 juillet, le président nigérien Mohamed Bazoum et des membres de sa famille sont séquestrés au palais présidentiel de Niamey. Un groupe d'officiers a formé le Comité national pour la sauvegarde de la patrie – dirigé par le chef de la garde présidentielle, le général Abdourahamane Tiani –, qui a pris le pouvoir, nommant un Premier ministre à la tête d'un gouvernement de 21 membres. Cet événement marque le sixième coup d'Etat survenu en seulement trois ans au sein de l'espace de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Comme à chaque bouleversement majeur dans le Sahel, les discours sur la perte d'influence de la France en Afrique et d'une compétition entre Russes et Occidentaux sont mobilisés pour décrypter des situations complexes. Ce «prisme déformant», figurant en haut du répertoire d'experts, d'acteurs politiques et de journalistes fascinés par la perspective géopolitique, éclipse l'importance des dynamiques locales, nationales et régionales. Cette approche biaisée et parfois maladroite tente de réduire la crise sahélienne à un jeu de positionnement entre puissances, et les Sahéliens à des marionnettes impuissantes dans des guerres de proxy dans la gestion de leurs propres affaires.

Alors que la situation au Sahel n'a jamais été aussi imprévisible, il est crucial de se pencher principalement sur les causes internes afin de mieux appréhender les récents développements. Cela devrait se traduire par une mise en lumière des motivations d'une partie des acteurs politiques locaux et des sociétés civiles à rejeter les structures de pouvoir en place et à revendiquer avec une forme de radicalité des changements profonds. Les bouleversements politiques en cours, surtout dans les pays confrontés à une crise sécuritaire et politique depuis plus d'une décennie, découlent d'abord d'un affaiblissement criant des institutions démocratiques.

## **Des coups d'Etats déclenchés en réaction à un mécontentement social**

Depuis les années 90, des institutions ont été érigées dans le but de consolider la démocratie parfois acquise au prix du sang. Néanmoins, au fil du temps, le clientélisme politique ambiant et le népotisme des gouvernements ont favorisé une lassitude, voire un rejet de ces institutions. L'impasse démocratique (cycles d'élections sans forcément une participation citoyenne inclusive et active) et l'absence de contre-pouvoirs capables d'équilibrer la prépondérance des partis présidentiels et de leurs alliés ont entraîné ces pays vers des régimes demi-autoritaires, et où seules les prérogatives d'une élite sont préservées.

Au Mali, les militaires sont intervenus après plusieurs mois de contestation portée par des forces politiques et sociales rassemblées au sein du mouvement M5-RFP. Ce dernier reprochait au président Ibrahim Boubacar Keïta une dégradation de la situation sécuritaire et la multiplication des scandales financiers, notamment dans le secteur de la défense. Au Burkina Faso, l'incapacité du président Roch Marc Christian Kaboré à endiguer l'insécurité avait déclenché une série de manifestations à travers le pays. Les attaques, autrefois confinées dans le nord du pays, se sont étendues jusqu'aux portes de la capitale, Ouagadougou.

Dans ces deux situations, les coups d'Etats ont été déclenchés opportunément, en réaction à un mécontentement social exploité par des groupes politiques et une faction de l'armée se présentant comme des réformateurs, avec comme promesse de replacer la bonne gouvernance et l'intérêt général au centre de l'agenda étatique.

Dans ce contexte, et en l'absence d'une alternative crédible, le renversement des régimes en place et l'émergence de personnalités se présentant comme réformatrices ont rapidement suscité un espoir, parfois démesuré. L'instauration de régimes militaires autoritaires ne relève donc d'aucune ingérence étrangère, mais constitue la conséquence d'une désillusion à l'égard des structures de gouvernance en place et du soutien, contraint ou intéressé, d'acteurs politiques nationaux et de la société civile.

### **Cette crise révèle la défaillance des élites politiques et militaires**

---

Les acteurs impliqués agissent ainsi en réponse aux dynamiques locales plus qu'ils ne se conforment aux intérêts de puissances étrangères : attribuer les perturbations politiques actuelles à un «sentiment anti-français» ou à un alignement sur la Russie revient à ignorer les racines profondes de cette crise traversée par la région sahélienne.

Cette attitude nous semble paternaliste et relever de l'essentialisation comme l'illustre si bien cette tribune de 94 parlementaires français publiée dans le Figaro, où ils perçoivent le coup d'Etat au Niger comme le remplacement de «*la Françafrique d'hier*» «*par la Russafrique militaire, par la Chinafrique économique ou l'Américafrique diplomatique*». Faisant fi de toute vie politique locale, ils affirment que les crises actuelles que traverse le Sahel sont directement liées au désamour envers la France faisant de ce pays l'enjeu principal. Pour eux, il semble que les choix ne se réduisent qu'à une lutte pour une soumission à la Russie, à la Chine, aux Etats-Unis et à la France.

La crise au Sahel est pourtant bien plus qu'un simple conflit géopolitique entre grandes puissances. Elle est la conséquence d'une gouvernance défailante par des élites politiques et militaires. Les Sahéliens, loin d'être des marionnettes, sont les acteurs principaux de cette crise et leurs perspectives sont essentielles pour mieux la comprendre, l'appréhender et la résoudre.

**Signataires :** **Malick Coulibaly** Ancien ministre de la Justice du Mali, consultant international Gouvernance-Etat de droit **Ousmane Aly Diallo** Chercheur sur les droits humains en Afrique de l'Ouest **Abdoulaye Diarra** Chercheur **Félicité Djilo** Analyste indépendante **Rabi Hassane** Ingénieure statisticienne, militante féministe **Souwaiba Ibrahim** Présidente de la Ligue nigérienne des droits des femmes **Fatoumata Kane** Spécialiste sur les questions de développement et de gouvernance **Ibrahim Maïga** Chercheur sur les questions de paix et de sécurité au Sahel **Mohamed Maïga** Ingénieur des politiques sociales **Fatimata Ouedraogo** Blogueuse, militante des droits humains et chercheuse sur les problématiques de paix et de sécurité et **Raymond O. Savadogo** Enseignant à la faculté de droit de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).